

# BAZOOKA

## REPLIS

### INFRA-POLITIQUES

PAR MOHAMED BOUHAMIDI  
mbouhamidi2001@yahoo.fr

Entre l'annonce devenue épique d'une énième grève des fonctionnaires ou des enseignants et celle de l'emprisonnement des harragas, existe-t-il une Algérie ? Certainement ! Même si ce raccourci résume le peu d'options offertes à son peuple. D'un côté, les catégories sociales avancées qui sont arrivées à se créer une organisation pour défendre leurs intérêts. De l'autre, des Algériens sans espérance possible à qui il ne reste que le risque de la mort pour rêver à une vie ailleurs. Le reste, la grande masse, existe bien sûr. Elle n'a pas encore trouvé les moyens de se « dire », de s'exprimer positivement, mais elle existe. Elle l'a montré par deux fois, en s'abstenant de voter aux législatives puis aux municipales.

Nous avons, alors, découvert en direct et à la télévision, le désarroi et la frayeur momentanés du pouvoir. Pour la première fois, il a dû s'exprimer sur une contestation bien que silencieuse. Et nous avons vu les plus hauts dirigeants peiner à réduire le sens et la portée de cette abstention. La télévision ne l'a pas fait pour les grèves des enseignants tous paliers confondus, ni pour la grève des fonctionnaires et encore moins pour celle des lycéens. C'est vous dire l'ampleur du choc. Vite oublié. Car avec moins de 13% des voix recueillies, la coalition au pouvoir continue à parler au nom du peuple, de tout le peuple algérien. C'est, qu'entre-temps, le séisme n'a pas produit de répliques et le message s'est perdu dans le confort retrouvé d'un exercice du pouvoir sustenté par le prix du pétrole et l'emprisonnement international à en profiter.

Où est passé ce peuple de l'abstention ? Mais dans les formes infra-politiques qui lui restent disponibles : repli sur la famille, le clan ou la tribu ; repli vers les solidarités séculaires et les structures de reconstitution des forces qui permettent de résister en attendant.

Et à force de discuter, de chercher à comprendre, j'ai pu réunir les éléments du message : « Rahi lihoum », « elle leur appartient (l'Algérie) ». Ils peuvent en faire ce qu'ils veulent mais avec notre participation. Cela doit être terrible de vivre avec le sentiment de la défaite historique, le sentiment d'avoir perdu un pays que nous avons reconquis au prix de tels sacrifices. Cela doit être terrible mais annonciateur d'un divorce définitif entre la société et l'Etat, entre la majorité écrasante du peuple et le pouvoir. Mais l'Etat n'a pas besoin de faire travailler l'Algérie pour ramasser l'impôt indispensable à son fonctionnement. Alors, ce divorce ne l'empêchera pas de dormir. En attendant que la société s'éveille aux formes politiques de la contestation, mais qui peut savoir d'où viennent les vents de la révolte ?

M. B.

# PERISCOPE

periscope2008@yahoo.fr  
Le Soir d'Algérie - Mardi 5 février 2008 - Page 2

## ENQUÊTE À EL-TARF

Le ministre du Commerce aurait ordonné la constitution d'une commission d'enquête afin d'éplucher certains dossiers « suspects » au niveau de la wilaya d'El-Tarf, a-t-on appris de sources concordantes. Si elles n'ont pas donné plus de détails sur les dossiers incriminés, les mêmes sources précisent que la commission d'enquête, qui entamera son travail ce samedi, se basera sur des « documents probants » parvenus à Hachemi Djaâboub.



## Rush sur les brasseries d'État



Une entreprise privée spécialisée dans la commercialisation de boissons alcoolisées serait sur le point de racheter une importante brasserie située au centre du pays.

## La main de Sarkozy ?

Plusieurs affaires liées à des contentieux entre des Algériens et des propriétaires français de biens immobiliers et qui étaient pendantes au niveau de la justice viennent de connaître un dénouement. Souvent au profit des propriétaires français. Au point où certains y voient même « la main de Sarkozy » après sa dernière visite en Algérie.



## Primes en hausse



La détérioration de la situation sécuritaire en Algérie a obligé les entreprises étrangères à revoir à la hausse les primes de risque de leurs employés expatriés ! Les sociétés françaises, notamment les banques et les constructeurs automobiles, ont été les premières à appliquer ce nouveau barème.



GENDARMERIE NATIONALE  
BIENTÔT DES BRIGADES "SPECIAL HARRAGA"

